

— 2 —

SÉANCE DE CLOTURE

Vendredi 18 avril.

La séance est ouverte à 3 heures.

Discours de M. Jean Macé.

Mesdames, Messieurs,

J'ai beau regarder; je ne vois pas assez de dames. Il m'est arrivé, une fois, dans une réunion comme celle-ci, de dire : « Madame et Messieurs, » (*Sourires.*) Cette fois-ci, je suis obligé de me servir du pluriel; mais je trouve que les dames ne sont pas en nombre suffisant. Il faut nous habituer à amener nos femmes avec nous, pour qu'elles vivent de la même vie que nous! (*Applaudissements.*)

Puisqu'il y a plusieurs dames, je reprends :

Mesdames et Messieurs,

Cette réunion est la séance de clôture du 4^e Congrès de la Ligue de l'Enseignement.

Il a été dit que la Ligue de l'Enseignement se promènerait de ville en ville, par toute la France, pour se faire connaître et pour faire connaissance. (*Sourires.*)

Eh bien! ici, dans cette région de l'Ouest, où l'on a exploité, plus qu'ailleurs, contre la Ligue de l'Enseignement les passions religieuses, il y a une chose que je tiens à dire.

Je tiens à faire connaître la Ligue de l'Enseignement, à ce point de vue-là. Les attaques qui ont été dirigées contre nous, je voudrais les réfuter, et les réfuter sans les rendre! (*Applaudissements.*)

C'est là le conseil que je donnais, jeudi dernier, aux instituteurs de la Loire-Inférieure réunis à Nantes, et le conseil que je leur donnais, c'est bien le moins que je le suive moi-même! (*Sourires.*)

Pièce
8^eR
2917

(C.)

D'autant plus que c'est parfaitement inutile : les choses que tout le monde sait, on n'a pas besoin de les dire.

Eh bien ! il y a un reproche qui a été fait à la Ligue, celui d'être une Ligue athée, la Ligue des ennemis de la religion, des persécuteurs de la religion.

Mais tout à l'heure, on va vous donner connaissance du rapport où sont reproduits tous nos travaux. Qu'avons-nous fait ? Nous nous sommes occupés de l'éducation civique et militaire de la jeunesse française, de l'enseignement professionnel, des cantines scolaires ; notre ami, M. Journault, un des vice-présidents de la Ligue, l'a conviée à s'occuper, dès à présent, de préparer le grand centenaire du 14 juillet 1789 ! (*Applaudissements.*) Il n'y a pas de théologie là-dedans ! (*Sourires et nouveaux applaudissements.*)

Nous n'attaquons personne là-dedans. Si l'on nous attaque, ce n'est pas de notre faute : nous n'avons rien fait pour cela.

L'œuvre de la Ligue, c'est de faire des citoyens, c'est de faire des républicains, et puis... oh, mon Dieu ! vous m'avez entendu tout à l'heure (1) : j'ai dit ce que je n'avais pas envie de dire en commençant ; la colère m'a pris ! Ce n'est pas de ma faute, c'est de la faute de la Patrie qui parlait en moi ! (*Applaudissements.*)

Nous, Ligue de l'Enseignement, ce que nous voulons faire dans notre pays, c'est d'abord une nation républicaine ! (*Vives marques d'approbation.*)

Et par une raison bien simple : c'est que nous sommes tous condamnés à la République ! Il n'y a plus autre chose à faire dans ce pays-ci, et si la République périt, la Patrie périra ! (*Vifs applaudissements.*)

Nous voulons autre chose encore, nous voulons avoir une nation armée. Je sais bien que sur ce terrain-là, comme sur l'autre, nous avons des ennemis. Mais quels

(1) A la revue du bataillon scolaire qui venait d'avoir lieu devant l'hôtel de ville, M. Jean Macé s'était plaint, en termes énergiques, de l'absence des adultes.

ennemis avons-nous? Quels ennemis pouvons-nous avoir? Ceux qui ne veulent pas de la République! Quand nous préparons des soldats, quand nous nous indignons qu'on n'en prépare pas assez, quels sont les ennemis que nous pouvons avoir? Ceux qui comptent, comme en 1814, sur l'étranger pour nous ramener un roi! (*Applaudissements prolongés.*)

Ils ne le disent pas, mais dans le fond de leurs âmes, ils ne peuvent plus caresser que ce seul espoir: ils savent bien qu'il n'y a pas d'autre moyen! (*Nouveaux applaudissements.*)

Eh bien, oui! c'est là notre crime! Nous voulons faire de la nation française une nation républicaine!

Je vois devant moi le docteur Joy, qui nous a été délégué par le gouvernement des États-Unis pour le représenter à notre congrès de la Ligue de l'Enseignement. (*Double salve d'applaudissements. — M. le docteur Joy se lève et salue l'assemblée.*)

Voici ce qu'on nous écrit des États-Unis.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Washington, D.C. mars 22, 1884.

Par les présentes, le professeur Charles A. Joy, est autorisé et invité à présenter les félicitations de la Direction de l'Instruction Publique des États-Unis d'Amérique, aux professeurs et éducateurs de la jeunesse de France, réunis en Assemblée générale à Tours.

Les Américains prennent l'intérêt le plus vif dans les progrès de l'éducation en France.

Je serai particulièrement satisfait si le professeur Ch. A. Joy peut aider à développer l'échange des documents officiels entre les professeurs et éducateurs de la jeunesse de France et ceux de la jeunesse d'Amérique.

JOHN EATON

Directeur de l'Instruction publique. U.S.A.

Sceau
de la Direction
de l'Instruction publique
Washington. U.S.A.

(*Applaudissements prolongés.*)

Oui ! nous sommes les éducateurs, non pas seulement de la jeunesse, mais de la nation entière.

Je me rappelle ce que je disais à M. Joy, avant-hier, chez notre ami M. Belle : « Ah ! si nous avions pu, vous autres et nous, échanger autrefois nos deux généraux victorieux ! Si vous aviez pu nous donner votre Washington, et si nous avions pu, nous, vous donner notre Bonaparte, nous y aurions gagné tous les deux, parce que notre Bonaparte n'aurait pu rien faire chez vous, — il est impossible de planter un empire sur une nation républicaine ! — et que si, nous, nous avions eu alors un Washington, un chef honnête homme, un général victorieux ayant le sentiment de la Patrie, à l'heure qu'il est, qu'est-ce que nous serions ? » (*Vifs applaudissements.*)

Voilà l'œuvre que s'est donnée la Ligne de l'Enseignement, et je vous demandais tout à l'heure s'il y avait de la théologie là-dedans ! En voyez-vous ?

On nous accuse d'être les ennemis de la religion, d'attenter à la liberté religieuse ; mais, — je l'ai dit bien des fois ! — avec quoi pourrions-nous faire de la persécution religieuse, nous qui sommes la tolérance absolue en matière religieuse ? (*Applaudissements.*)

C'est ce que j'avais à dire. Je tenais à le dire ici.

La Ligne de l'Enseignement est non seulement la tolérance religieuse hors de la Ligne, mais elle l'est dans la Ligne elle-même. Nous n'avons jamais demandé à personne d'entre nous quelles sont ses opinions religieuses ; on ne l'a même jamais demandé à celui qui vous parle et qui a sa manière à lui d'entendre la religion, qui s'est toujours dit chrétien, qui l'a dit à qui a voulu l'entendre, et que personne n'a jamais pensé à mettre hors de la Ligne, à cause de cela ! (*Applaudissements.*)

Cela, j'avais besoin de le dire à Tours, dans un pays où l'on a accusé plus qu'ailleurs la Ligne d'être une œuvre antireligieuse.

Je ne crains pas de faire ici ma confession de foi religieuse. Les principes qui me guident, je les ai puisés, tout petit, dans l'évangile et je me proclame encore chrétien... ah ! à ma façon ! (*Applaudissements.*) Il est

probable que c'est de la façon que je crois la meilleure, sans cela, bien sûr, j'en aurais adopté une autre! (*Nouveaux applaudissements.*)

A mes yeux, la République, c'est la pratique sociale de la morale de l'évangile. Notre liberté républicaine, c'est la liberté chrétienne; notre égalité républicaine, c'est l'égalité chrétienne; notre fraternité républicaine, c'est la fraternité chrétienne!

Ces idées-là sont entrées en moi sous le couvert du divin, et, le divin parti, elles sont restées chez moi, parce qu'elles y étaient chez elles, parce qu'elles se trouvaient d'accord avec ma conscience et ma raison!

Et je puis bien vous le dire, ce qui a fait ma force dans l'œuvre que j'ai entreprise, c'est que j'étais soutenu par un sentiment religieux.

Vous connaissez ce mot impie, qu'il faut une religion pour le peuple. Ce qui veut dire que pour les êtres d'en bas, il faut une religion, mais que nous autres, les gens d'en haut, nous n'avons pas besoin de religion. Eh bien non! le mot à dire, c'est qu'il faut une religion pour l'homme! Les anciens avaient défini l'homme: « un animal religieux ». Que l'on supprime l'adjectif, il ne restera plus que le substantif! (*Rires et applaudissements.*)

A mes yeux, la religion, ce n'est pas la croyance à des dogmes; la religion, c'est ce qui vous soutient, ce qui vous guide dans la vie; la religion, c'est le *sursum corda*! c'est l'élan qui vous emporte au-dessus des considérations terre à terre de la vie personnelle. La religion, elle n'est pas dans la tête, elle est dans le cœur. (*Vifs applaudissements.*)

Eh bien! quand nous faisons des citoyens, quand nous faisons des hommes vivant pour la Patrie, quand nous parlons de préparer des soldats disposés à mourir pour leur pays, nous fabriquons des âmes religieuses! (*Applaudissements prolongés.*)

Je sais bien qu'un journal, — qui, plus d'une fois, m'a honoré de ses mauvais compliments, — a dit, en parlant de cela: « Jean Macé appelle cela la religion

de la Patrie ! » Ce journal ajoutait « Quelle profanation de ces deux termes sacrés ! »

Eh bien ! est-ce que nous n'avons pas la religion de la famille, la religion du devoir, la religion du drapeau, — de ce drapeau qui passait devant nous tout à l'heure, et que nous avons salué tous, en criant : « Vive la République et vive la France ! » Est-ce que tout cela n'est pas de la même famille que la religion de la Patrie ? Est-ce que quand deux termes sont sacrés, ils peuvent se trouver profanés pour être mis ensemble ?

Tenez ! dimanche dernier, quand les représentants du gouvernement sont allés en même temps inaugurer un chemin de fer et rendre un hommage suprême au grand patriote qui est venu ici à Tours, — qu'est-ce qu'a dit l'évêque de Montauban ? Il a dit : « Je ne sépare pas dans l'accomplissement de nos devoirs, la religion de la Patrie ! » Est-ce qu'il a craint de profaner ces deux termes sacrés, en les mettant l'un avec l'autre ? »

Eh mon Dieu ! quelle Patrie a jamais eu plus besoin que la nôtre d'être une religion pour ses enfants ?

Tout à l'heure, je n'ai pas voulu dire à ces enfants de vos écoles ce que j'aurais eu à leur dire, parce que je ne me sentais pas maître de moi, parce que je deviens trop vieux, que le ressort s'use et que je ne peux plus parler en public de certaines choses sans que le sanglot m'arrive, en dépit des ordres de ma volonté ! N'en parlons donc pas mais pensons-y toujours ! (*Long mouvement*).

Vous avez ici, dans ce bâtiment même où nous sommes, de quoi vous y faire penser.

Je montrais, il n'y qu'un instant, à vos enfants, dans la façade de votre hôtel de ville, le trou, toujours béant, qu'y a creusé un obus allemand. Vous avez bien fait de ne pas le boucher. Conservez-le, comme un souvenir et une leçon. et quand viendra le jour où vous n'en aurez plus besoin, si je suis encore de ce monde, faites moi cette grâce, que je réclame, de m'inviter pour assister à la réparation.

Cela me ramène à ce que j'ai à vous dire pour terminer.

Ma première parole, à l'ouverture du Congrès, a été pour les morts de la Ligue: pour Henri Martin, pour notre ami Viénot. Eh bien! ma dernière parole sera pour un mort à moi, dont le nom n'est peut-être pas venu jusqu'à Tours.

Ce nom-là, c'est un nom qui mérite pourtant de figurer à la place d'honneur, en tête de l'histoire de la Ligue.

Il y aura bientôt vingt-deux ans que je me suis rencontré avec celui qui le portait. J'étais alors un pauvre petit professeur de demoiselles dans un village d'Alsace; je rêvais à mon œuvre. J'ai trouvé alors dans Engel Dollfus l'appui dont j'avais besoin pour la commencer; c'est avec lui que j'ai fondé la Société des Bibliothèques communales du Haut-Rhin.

Je me le rappelle encore, quand le chef de la première maison de Mulhouse, — un vrai chef d'Etat, ayant cinq ou six mille ouvriers à diriger, — quand après m'avoir écouté en homme habitué à juger les affaires, il décida de se mettre avec moi, je lui tendis la main et je lui dis: « Nous commençons une grande chose! »

Ah! cette grande chose, elle était alors pour moi dans la vague absolu. Je savais qu'elle se ferait; je ne savais pas comment. Je ne me doutais guère que, vingt-deux ans plus tard, la Ligue de l'Enseignement serait maîtresse du pays et que, moi, sénateur, assis entre le député de la ville et le préfet du département, je parlerais de la Ligue devant une assemblée comme celle-ci!

Mais il y a une chose surtout que je ne savais pas... Je ne savais pas ce qui donnerait plus tard une si grande force à la Ligue. Elle a aujourd'hui deux œuvres à faire, la Ligue: elle a à faire des citoyens et elle a à faire des soldats! Sous l'Empire, nous avons à refaire la République. Depuis l'Empire, nous avons autre chose à faire: nous avons à refaire la France! (*Applaudissements.*)

Je me souviens, à la dernière fois que j'en parlais avec Engel Dollfus, de ce déchirement d'âme sous lequel il s'en allait. Moi, j'en vis davantage; mais il en est mort, lui! (*Vive émotion.*)

Nous nous rendons bien compte ici que c'est là ce qui a donné une nouvelle force à la Ligue, ce besoin absolu de refaire la France, et cette force, nous la sentons en nous.

Mais lui, Engel Dollfus, atteint dans son industrie, le cœur brisé, enchaîné à des intérêts qu'il ne pouvait pas désertier, il a fini par succomber à la peine.

Quand on a emmené son corps pour l'enterrer là-bas, dans cette autre patrie de sa vieille république mulhousienne, je me disais : « Faut-il qu'on l'emporte pour le mettre aux mains de l'étranger ! » Une pensée m'a consolé :

Eh bien, non ! ils ne l'auront pas. La conquête leur a donné la surface du pays ; ils n'en ont pas le cœur ! (*Vifs applaudissements.*) A six pieds sous terre, Engel Dollfus est en France ! (*Long mouvement. — Double salve d'applaudissements.*)